

Le Cancer au Liban Aujourd’hui : Ce qu’Il Faut Savoir



Dr. Pierre Anhoury *
Santé publique, oncologie clinique, soins palliatifs et gériatrie
Expert Technique International (ETI),
Conseiller du ministre de la santé du Liban pour le gouvernement Français

Situation du cancer au Liban avant 2023

La statistique internationale de l’Organisation Mondiale de la Santé (Globocan 2022), révèle qu’au Liban on dénombrait 13000 nouveaux cancers chaque année, ce qui donnerait 2,3 nouveaux cancers pour 1000 habitants par an (France 6,2/1000 habitant). Les dernières données fiables des registres des cancers au Liban datent de 2018. Le Liban dispose de médecins oncologues en nombre et qualité satisfaisants aussi bien pour les malades adultes que pour les enfants atteints de cancers. De plus, les équipements hospitaliers sont nombreux tant sur le plan de l’imagerie, que de la radiothérapie. Les capacités des laboratoires d’analyse des cellules cancéreuses (anatomopathologie) couvrent le territoire avec de bonnes capacités diagnostiques. Sur le plan des soins, les médecins connaissent parfaitement les protocoles internationaux (guidelines) qui associent la chirurgie, l’oncologie médicale et la radiothérapie.

Cette description qui pourrait sembler positive est perturbée par les faits suivants :

- Une crise économique majeure avec un effondrement de la couverture sociale rendant les soins inaccessibles pour

- la population.
- Une concurrence féroce entre les médecins qui ne favorise pas le travail en équipe. La multidisciplinarité indispensable au bon diagnostic et aux bonnes prescriptions est absente.
 - Le prix des médicaments s’est envolé et leur disponibilité sur le marché a été très irrégulière. Le marché noir s’est développé allant jusqu’à la mise sur le marché de faux médicaments sans aucune efficacité.
 - Des appareils de radiothérapie isolés (1 seul appareil par centre alors que la règle internationale est 2 au minimum) répartis sur le territoire sans physiciens en nombre suffisant pour les calibrer correctement.
 - Un acharnement thérapeutique systématique qui entraîne des soins coûteux et inutiles à des malades sur le point de mourir. Des soins palliatifs combattus par les médecins, les familles, les assureurs et les industriels du médicament.
 - Des associations de malades comme Barbara Nassar protestent et manifestent dans la rue retenant l’attention des médias.

Situation du cancer au Liban après 2023

Le ministre de la santé en poste en 2023 décide d’entreprendre l’écriture d’un «Plan de Cancer National». Il confie ce travail à une petite équipe qui va s’entourer de professionnels libanais, d’associations de malades et d’experts internationaux, principalement français. L’Organisation Mondiale de la Santé suit la démarche avec intérêt. 100 jours plus tard, le 6 juillet 2023, le Plan de Cancer National est lancé au Grand Sérail en présence du premier ministre, de plus de 200 invités et du chef du

Au Liban: 13000 nouveaux cancers chaque année ou 2,3 nouveaux cancers pour 1000 habitants par an (France 6,2/1000 habitant)

* Dr Pierre Anhoury, santé publique, oncologie clinique, soins palliatifs et gériatrie. Expert Technique International (ETI), conseiller du ministre de la santé du Liban pour le gouvernement français à temps plein au ministère depuis novembre 2022. Membre du comité restreint de développement et de mise en œuvre du Plan Cancer National. Ambassadeur de l’Institut Curie de Paris (Recherche et soins du cancer) pour le Moyen-Orient

programme de cancer de l’OMS à Genève. Ce programme comporte 33 recommandations, organisées en 6 chapitres, qui vont bouleverser la prise en charge des cancers au Liban.

Le premier chapitre est relatif aux données épidémiologiques dont la collecte est relancée. Les équipes du ministère se remettent en ordre de marche avec un objectif de rattrapage du retard accumulé et l’engagement de données mise à jour au 1er janvier 2026. Les progrès en cours vont être évalués au cours de la visite du CIRC (Centre International de la Recherche sur le Cancer) de l’OMS en 2026.

Le second chapitre couvre toutes les composantes de la prévention et de la détection précoce des cancers. Dans un pays où 75% de la population fume et où le prix du paquet de cigarettes est l’un des moins chers du monde, l’ampleur de la tâche est immense. Un vaste programme de sensibilisation des jeunes est mis en place dans toutes les écoles du pays en partenariat avec l’éducation nationale. Des milliers d’enfants et d’adolescents ont bénéficié de cette sensibilisation qui se poursuit. Les associations de patients au nombre de 19, sont réunies dans le cadre du Plan Cancer et les campagnes se développent. La réalisation la plus ambitieuse est la création du centre «Barbara Nassar» pour le cancer, sur le modèle d’un centre de santé intégrative ouvert à tous et gratuit. Sur le plan de la politique publique, le ministère s’engage aujourd’hui à financer les mammographies de dépistage et la détection précoce des cancers du côlon.

Le troisième chapitre est consacré aux soins. Il s’agit de mettre de l’ordre dans les protocoles de soins et dans la qualité des soins délivrés. Le ministère a choisi une priorité: donner un accès gratuit aux médicaments chers pour tous les malades qui en ont besoin. Cet objectif est conditionné par l’obligation pour le médecin prescripteur d’inscrire le malade sur le registre du ministère (Identifiant unique) et de soumettre sa prescription à un comité de pairs qui doivent approuver le bien-fondé de cette prescription. Ainsi, toutes les semaines les dossiers sont revus et s’ils sont approuvés, les malades reçoivent à proximité immédiate de leur lieu de soins les médicaments dont ils ont besoin. Ce système a réduit les gaspillages et a permis de retrouver une marge de manœuvre budgétaire considérable pour soigner beaucoup plus de malades. C’est désormais la règle pour nous tous. Tout malade qui n’est pas enregistré par son médecin (oncologue) dans ce programme s’expose à devoir payer de sa poche un médicament auquel il a droit gratuitement. L’autre priorité de ce chapitre est de remettre de l’ordre

dans la délivrance des soins aux malades atteints de cancer. Toutes les sociétés savantes du monde recommandent une prise de décision en équipe pluridisciplinaire pour chaque protocole de soin proposé à un malade. Or le Liban continue de cultiver une approche très individuelle de la décision. L’oncologue décide seul de tout et le malade est tenu d’approuver ses décisions dont le bien-fondé est discutable puisque souvent basées sur un acharnement thérapeutique inutile. Le plan cancer rend obligatoire les réunions de concertation pluridisciplinaires pour tous les malades. C’est déjà en place pour les cancers de l’enfant. Les critères d’accreditation des services de cancérologie adulte vont suivre et s’imposer.

Enfin, la radiothérapie va faire l’objet de mesures de contrôles en 2026 afin de sortir de la situation actuelle. Ces mesures vont être facilitées par l’inspection internationale de l’AIEA (Agence Internationale à l’Energie Atomique). *Le quatrième chapitre* vient enfin valoriser et développer les soins palliatifs au Liban. Le plan a favorisé la création de la société libanaise des soins palliatifs, la mise en place de formations diplômantes, la tarification de ces soins et un début de sensibilisation de la population.

Le cinquième chapitre est relatif à la vie après le cancer avec une mise en œuvre des recommandations qui commencera en 2026.

Le sixième chapitre est consacré à la gouvernance du plan cancer national par le ministère de la santé. Le programme est désormais officiellement enregistré au ministère et se déroulera jusqu’à la fin 2028. Puis une nouvelle réécriture aura lieu pour le plan 2029 – 2034.

Le ministère s’engage aujourd’hui à financer les mammographies de dépistage et la détection précoce des cancers du côlon.

C’est dans ce contexte de progrès que le journal international The Lancet a publié son article qui révèle que le Liban aurait le plus fort accroissement de la mortalité par cancer dans le monde. Les auteurs de cet article se sont basés sur des calculs probabilistes et des projections basées sur des données très discutables puisque incomplètes. De plus, aujourd’hui, le registre de mortalité du Liban n’a aucun lien avec le registre du cancer. Si nous critiquons la méthode de travail des auteurs, **nous constatons aujourd’hui des facteurs dramatiques qui pourraient leur donner raison:**

- La population libanaise fume massivement, et ceci

dès le plus jeune âge. Les femmes sont particulièrement concernées comme le révèle leur taux de mortalité par cancer du poumon ou de la vessie.

- Les facteurs environnementaux sont très agressifs avec un air très pollué, un usage incontrôlé des pesticides et une eau totalement impropre à la consommation.

- La population s'est sensiblement appauvrie et ne fait plus de dépistage ou retarde ou annule les consultations de diagnostic. Les cancers sont diagnostiqués à des stades beaucoup plus avancés.

- L'appauvrissement conduit aussi à la mise en œuvre de protocoles de soins partiels inefficaces. On évitera un médicament à cause de son prix ou des séances de radiothérapie inaccessibles.

- La concurrence entre les médecins fait que chacun tente de fidéliser son malade en suivant les désirs naïfs de la famille ou en proposant la poursuite de traitements

Le registre de mortalité du Liban n'a aucun lien avec le registre du cancer.

agressifs réalisables uniquement en milieu hospitalier.

- Nous observons aussi des phénomènes inexpliqués comme le rajeunissement des malades pour lesquels le diagnostic survient à des âges de plus en plus jeunes de la vie. On suspecte le rôle néfaste du Cadmium (métal lourd hautement toxique pour l'homme) présent dans les engrais phosphatés. D'autres facteurs environnementaux sont certainement impliqués.

Pour toutes ces raisons, il est parfaitement possible que les affirmations publiées dans *le Lancet* se révèlent exactes. Même si le Plan cancer National bouleverse les pratiques et améliore la situation, l'absence de couverture médicale universelle reste le grand handicap du pays, quelle que soit la maladie. Les libanais ont perdu leur sécurité sociale (DAMAN) dont le niveau de remboursement s'est effondré, ils n'ont pas les moyens de payer une assurance complémentaire privée et se retrouvent avec un reste à payer de leur poche très pénalisant. C'est cette réforme qu'il faut maintenant mettre en place au risque de voir la situation s'aggraver encore plus.



L'Art de Maitriser la Communication en Ligne Pour les Professionnels de Santé



Dr. Alice Geagea

PharmD, PhD in Biomedicine and Neuroscience

obligatoirement par une connaissance approfondie de la netiquette. La netiquette ou étiquette d'internet, se définit comme étant un ensemble de règles de savoir-vivre à suivre sur le net. Il s'agit d'un guide de conduite et de politesse dont le but est de permettre des échanges respectueux et harmonieux sur les réseaux sociaux et les plateformes en ligne.

Dans le domaine médical, l'art de maitriser le réseautage et la communication en ligne est indispensable pour les professionnels ambitieux qui souhaitent exceller et avancer dans leur carrière.

Deux piliers sont essentiels pour construire des échanges irréprochables sur le net:

Un professionnel de santé, peut-il communiquer son activité et partager ses connaissances scientifiques sur internet tout en respectant la déontologie médicale? La réponse est oui!

De manière générale, deux types de communications médicales sont autorisées :

1. Communication à caractère scientifique, sanitaire et éducatif

Tout professionnel de santé peut publier des informations, photos et même participer à des échanges sur internet dans un but éducatif et préventif.

2. Communication de nature à contribuer au libre choix du praticien par le patient

Un professionnel de santé a le droit de transmettre au public via les réseaux sociaux des informations sur ses pratiques professionnelles, ses compétences, son parcours et ses conditions d'exercice.

La communication d'un professionnel de santé sur les plateformes et les réseaux sociaux doit se baser sur la loyauté et l'honnêteté, elle est encadrée et doit être éthique. Une communication réussie sur internet propulse son auteur vers le rang des interlocuteurs respectables et compétents.

La maitrise de la communication en ligne passe

1. Garder à l'esprit l'humain derrière l'écran. Il est souvent plus facile d'écrire un commentaire en ligne que de le dire en face. C'est souvent la cause de nombreux débordements et de réflexions inappropriées. Il faut toujours se rappeler que notre interlocuteur derrière l'écran est un être humain qu'il faut respecter. Il est recommandé donc de garder la discussion professionnelle et d'éviter toute atteinte, remarque ou attaque personnelle. La prudence en ligne est cruciale car tout ce qui est écrit et publié sur le net est enregistré et peut servir de preuves contre vous.

2. Soyez l'expert. Si vous êtes compétent et reconnu dans votre domaine d'expertise, alors vous avez certainement de très belles choses à communiquer. N'hésitez donc pas à partager vos connaissances médicales et expériences, elles seront certainement très utiles au public. Gardez cependant en tête que vous avez la responsabilité de garantir l'exactitude et la véracité de vos contributions. Les propos avancés par tout professionnel de santé doivent être compréhensibles, les informations à jour et référencées, et les opinions claires et sans aucune ambiguïté.